

Le LMD : formation TGV pour l'Université ? (suite et fin)

Nous allons contribuer à la formation de nouveaux jeunes harragas diplômés à qui nous avons fait croire qu'avec leurs qualifications, dans le cadre de la mondialisation, ils trouveront de l'emploi outre-mer.

Lors d'une conférence, un des éminents consultants consulté a fait mention du train qui s'est mis en route et autant le rattraper. Le hic, c'est qu'il faut savoir où nous allons, qui conduit, qui accompagne dans ce voyage vers l'inconnu nos enfants qui, eux, ont payé leur place. Faudrait vider les resquilleurs et leurs passeurs, faudrait peut-être aussi contrôler le wagon-restauration. Et finalement, faudrait-il encore avoir une gare où s'arrêter et ne pas s'écraser. Si ce train est lancé, qu'on nous laisse au moins le soin de rectifier et de rediriger cette aventure qui portera à jamais préjudice à l'université et entraînera nos enfants dans un illettrisme pire que celui de 130 ans de colonialisation. L'accusation est tournée vers les recteurs, les vice-recteurs de la pédagogie et les présidents des conférences régionales de ces quatre dernières années d'avoir failli à leur devoir de veiller à l'éducation dans la dignité de générations d'Algériens et d'avoir participé par leur cupidité, leur égoïsme, leurs ambitions personnelles à l'instauration d'un système mal cloné qui détruira notre système éducatif, le potentiel intellectuel algérien et l'avenir de nos enfants.

Ce système nous a été imposé et pas un seul moment nous avons été

consultés. Avant qu'il ne soit trop tard, que ces personnes ainsi que les soi-disant commissions d'experts universitaires soient écartées et qu'on nous laisse apporter les modifications nécessaires au redressement d'une situation catastrophique. Pour voir où nous en sommes, comparez le système LMD anglo-saxon, le système introduit en Egypte et au Maroc, avec celui adapté par la France et importé en Algérie. Nous vous informons que la France n'a pas supprimé ces anciens systèmes et que le LMD est introduit en parallèle dans quelques universités. Quant à nous, encore une fois, nous avons eu à faire à la politique du tout ou rien, nous avons complètement supprimé notre système pour le LMD à la française mal adapté qui s'avèrera sans aucun doute, dans quelques années, une catastrophe lourde de conséquences si des modifications urgentes ne sont prises en considération.

Mais qui s'inquiète ? Ces personnages ne seront plus là et auront fait du chemin et leur beurre. Dans quelques années, le LMD subira peut-être le même sort que le DEUA, l'ingénieur et la licence spécialisée classique de quatre années.

Alors, on adoptera un autre système qui fera, cette fois-ci, si nous sommes introduits bien sûr, de nos intellectuels et de nos enfants, des suivants intellectuellement adaptables à la mondialisation.

Ces responsables actuels sont-ils seulement conscients ? Qu'un mauvais investissement dans l'éducation de nos

enfants détruira à jamais des générations et leur avenir et personne ne sera près de leur pardonner une telle méprise jusqu'au jour du jugement dernier.

Le LMD sous sa forme actuelle d'un tronc commun de deux années regroupant de grandes sections équivalentes à l'ancien SETI et aux tronc communs des années 70 et 80 qui mène à :

- Une gestion de masse impossible à contrôler pédagogiquement.

- Un rôle de tuteur dérisoire, et l'étudiant sera entraîné dans un flot massif, insensible aux changements conservant son état brut.

- Un enseignement général de trois années qui ne pourra aboutir sur le monde du travail.

- Une absence de spécialisation dans la licence qui poussera l'ensemble des étudiants à opter pour une continuation vers le master, ce qui aura pour conséquence la disparition de l'élite de base qualifiée qui est l'ossature du développement moderne.

- Un accès généralisé au master qui aboutira seulement à l'acquisition d'un surplus d'informations groupées, spécialisées au même titre que nos ingénieurs actuels, résultant en une qualification qui ne sera pas reconnue équivalente au master tel que vu par la communauté internationale.

- Une généralisation du doctorat, pourquoi ne pas rêver ? L'Algérie est bien le pays des miracles. Tous nos enfants seront docteurs et le rêve des parents sera alors exhaussé.

A moins que nous optons pour (avis de 25 années d'enseignement pédagogique et non d'un expert) :

- Une sélection ou un choix pour un diplôme de deux ou trois années, équivalent au HND, qualifiant une composante de base sur laquelle reposent, la production et la gestion localisée des secteurs actifs.

- Une licence de quatre années où les étudiants sont pris en charge directement par le département spécialisé et ses enseignants avec la possibilité de variation de parcours dans le même groupe après la deuxième année d'études.

- Un cursus spécialisé dès la première année et un stage pratique obligatoire de 6 mois dans le milieu du travail ou équivalent au 6^e ou 7^e semestre.

- Un accès au master sur concours aux diplômés dans la spécialité.

- Un doctorat sur l'appréciation et l'évaluation des qualifications personnelles des postulants dans le domaine d'intérêt.

Et des mesures d'accompagnement sérieuses dans les universités.

- Plus de moyens pédagogiques modernes spécialisés dans les laboratoires, plus de moyens didactiques, plus de moyens de communication nationale et internationale, plus d'équipements de recherche.

- Des conventions ou des abonnements avec accès direct à la documentation (livres, logiciels et revues spécialisées) des éditeurs de

renommée scientifique mondiale.

- Une séparation franche radicale entre les différents types d'université (université des sciences techniques, université des sciences littéraires, université des sciences sociales, université des sciences islamiques). Chacune ayant à sa tête un gestionnaire ou un groupe de gestionnaires dans le domaine, capables d'analyser de comprendre et de prendre en charge les besoins spécifiques de l'université.

L'expérience amère récente de certaines universités a montré que certaines facultés furent délaissées, voire spoliées, par des responsables hors du domaine, et le mal engendré pèsera longtemps sur la formation. Un recteur en charia ou en commerce ne pourra jamais gérer scientifiquement et équitablement les facultés des sciences, de médecine, des sciences de l'ingénieur ou des sciences humaines.

- Plus d'autonomie dans le choix des gestionnaires de l'université par scrutin, comme c'est le cas dans toutes les universités du monde qui se respectent et pour une période de trois ans non renouvelable accompagnée par des mesures de contrôle de gestion et de dépôt de bilan en fin de mandat.

- Totale autonomie de gestion des infrastructures et des équipements (séparation radicale entre la DLEP, les organismes d'exécution de la wilaya et l'université).

On n'est pas à l'université pour devenir riche car la seule

richesse disponible est l'acquisition de la science gratuitement et celui qui n'est pas capable d'y parvenir, ne peut espérer en bénéficier honnêtement

L'université n'est pas un commerce, on n'y fait pas de bénéfices, si on y investit de l'argent, on le fait sans regarder à la dépense et le bénéfice, les générations futures en disposeront. Le plus important est de dire à nos générations ce qui les attend, même si la vérité est parfois amère et aux responsables que Dieu ne pardonne pas le trunquage du savoir.

M. Naoun,
enseignant

L'ÉDITORIAL D'UNE JEUNE LECTRICE

Réponse au ministre X...

Je m'appelle Mina, je suis étudiante en informatique en 4^e année à l'université Ferhat-Abbas de Sétif. Je voulais seulement répondre à une question qui a été posée par un ministre X qui a dit un jour : « Je ne comprends pas pourquoi nos jeunes Algériens fuient à l'étranger ? » Il parlait des « harragas ».

Et dire qu'il connaît la réponse ! On étudie 4 ou 5 ans pour être de futurs chômeurs, et la chose la plus cool, c'est nos études, il n'y a que du bonheur : le planning des contrôles est affiché 3 jours avant et les horaires des contrôles sont catastrophiques, on reste toute la journée à attendre pour le passer à 16h 45, imaginez ça, et on termine à 18h15 ...

Il n'y a pas de loi dans notre département : chacun fait ce qu'il veut, nos professeurs se « battent » pour avoir le poste de chef de département... On a des profs qui sont au même niveau que nous, nés en 1984 ou 1985, c'est du vrai sabotage...

Pour les concours des magistratures, la liste est faite avant même le jour du concours...

Bref, c'est la colère qui parle, la colère de chaque étudiant dans cette fameuse université et, croyez-moi, on vit une vie d'enfer ...

Mina

HUMEUR

Le président Bouteflika ne nous a pas menti !

Je vous ai déjà écrit à deux reprises mais vous ne publiez pas mes propositions parce que vous les comprenez au premier degré. C'est bien dommage pour quelqu'un qui, souvent, nous donne l'impression que à la sixième sens mais ça ne fait rien, je vous fais part, encore une fois, de mon point de vue sur le troisième mandat. Je veux certifier que de tous ceux qui nous gouvernent, le seul à ne pas mentir à ce peuple, c'est bien le Président Bouteflika ; la preuve, dès le premier jour — pour ne pas dire la première heure — de son règne, il a dit haut et fort que « cette Constitution est mauvaise et ne me plaît pas » ! Si vous n'aviez pas (ou plutôt si vous n'aviez pas) compris qu'il parlait de l'article portant deux mandats seulement, ce n'est pas de sa faute, c'est de la nôtre. Ce qui prouve que nous sommes un peuple taré et qu'il est en train de perdre son temps et de gaspiller son énergie à notre service. Rien que pour ça, il devrait nous laisser tomber et partir : shah fina !

Abdallah Z.

LES MESSAGES

C'est la première fois de ma vie que je méprise un homme

J'avais souri à la lecture de votre « Pause-Café » où vous évoquiez votre passage dans une daïra crasseuse et où la file d'attente s'éternisait du fait qu'il fallait laisser d'abord passer en priorité absolue, la nièce de ..., le gendarme, le flic, le voisin de la voisine du ...

Une réalité quotidienne assez crue tout de même. Nous avons convenu un ami et moi de manger dans un restaurant grec de la rue de la Huchette où, par tradition, on vous invite à casser une assiette (allez savoir pourquoi ?)

A la sortie du métro Saint-Michel et sur le boulevard du même nom, j'ai aperçu un monsieur, téléphone collé à l'oreille. Il dandinait de sa marche nonchalante pour occuper tout le trottoir à lui tout seul. Je me suis dit qu'il devait être algérien. Il pensait certainement que les passants n'avaient d'yeux que pour lui. Lorsque je l'ai entendu de loin parler (pardon, je voulais dire hurler) au téléphone, je me suis dit qu'il est certainement algérien. Lorsque, enfin, j'ai entendu ce qu'il disait, il ne restait plus aucun doute. Je sais quand même à mon âge reconnaître nos produits. Et quels produits ! Ceux que tout le peuple

algérien vomit.

Voici ce qu'il disait, en français, en roulant les « r » et dans un accent à couper au couteau :

« Ouï, le frère du secrétaire général de la daïra est un ami d'enfance !

Quel hasard ! Je l'ai toisé de mon regard le plus haineux et j'avais soudainement ressenti un énorme besoin de lui cracher à la figure (version soft), puis je me suis retenu. J'avais, en effet, peur de salir ma salive.

C'est la première fois de ma vie que je méprise un homme et je voudrais qu'il le sache.

C'était le 20 février à midi sur le boulevard Saint-Michel. Du coup, ma terrible envie de venir à Alger se dissipa comme un nuage :

« Hai likoum, koulouha »

Amitiés.

Un lecteur de Paris

Je ne regrette pas d'avoir quitté l'Algérie

La « hargha », c'est bien une solution. C'est ce que j'ai fait il y a 3 ans ! (hargha en toute légalité bien sûr).

Professionnellement, financièrement et personnellement, la vie nous sourit, c'est la grande réussite. C'est ce que cherche un humain digne de la vie prospère, qui est récompensé pour ses efforts, on est respecté par notre

entourage, on n'est pas pris pour des « voleurs » ni des terroristes. Mais en tant que « identité » et en tant que communauté, nous vivons la plus grande humiliation que puisse connaître l'Algérie indépendante !

A-t-on le choix ? Voulons-nous vivre cette terrible et honteuse expérience ? Peut-être que oui, car au final, c'est l'identité et la nation algériennes qui paient le prix de la bêtise de nos gouvernants.

Et puis, qu'est-ce qui reste de la patrie et de la nation ?

Durant les 25 années que j'ai vécues en Algérie, le seul endroit et les seuls moments où j'ai appris à aimer notre pays, c'est quand Nordine Morceli et Hassiba Boulmerka gagnaient des médailles olympiques et quand les gendarmes tiraient sur nous à balles réelles au Printemps noir !

Ni l'école ni la télévision, qui se sont donné pour mission de nous transmettre le message des martyrs de la Révolution, ne m'ont appris à respecter et à aimer notre pays !

Je regrette de ne pouvoir servir mon pays, mais je ne regrette pas de l'avoir quitté car au moins dans les pays occidentaux qui nous ont accueillis, même avec ce qu'ils pensent de nous, nous avons nos droits et surtout

nous sommes traités comme des êtres humains. Nous, nous essayons de vivre comme eux et, comme on dit, de fondre dans la masse en attendant des jours meilleurs pour notre regrettable et cher pays : l'Algérie !

Rabah

Victimes de l'autoroute

Nous sommes les héritiers d'un terrain situé à Bounashen, commune de Kharouba. La société chinoise CITIC-CRCC de Ouled Ouaili, à Larbatache, a réalisé un accès dans la propriété sur près de 500 m sur 50 m sans autorisation ; le chef de section ANA ainsi que le groupement CITIC sont au courant. Les pièces justificatives ont été fournies, mais le directeur de la base vie, un certain M. T., nous a ignorés. Cette société a endommagé notre terrain. Il a aménagé cet accès pour rejoindre l'emprise de l'autoroute et notre propriété est concernée par l'expropriation.

Héritier Medjden

Les martyrs de la République

Je tiens à vous remercier pour l'excellente initiative que vous avez prise pour rendre

POUR ÉCRIRE À VOX POPULI
farahmaamar@yahoo.fr